

# Un nouveau rapport du BIT sur la situation des travailleurs des territoires arabes occupés

**GENÈVE (Nouvelles du BIT)** – Le rapport annuel du Bureau international du Travail (BIT) sur la situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés dépeint une situation de l'emploi et du travail très dégradée, montrant que le sort du peuple palestinien s'est détérioré de manière alarmante sous bien des aspects ([Note 1](#)).

«Les travailleurs pauvres se multiplient, le véritable emploi décline et la frustration augmente», indique le rapport.

Selon le rapport, dans les territoires occupés, seule une personne en âge de travailler (15 ans et plus) sur trois est employée à temps plein ou partiel, avec un chômage qui reste supérieur à 20 pour cent. Plus de 80 pour cent de la population de Gaza dépendent maintenant de l'aide alimentaire pour leurs besoins humanitaires essentiels, en raison d'un blocus économique drastique qui impose la fermeture de tous les postes-frontières.

Qui plus est, environ la moitié des ménages palestiniens dépend de l'aide alimentaire fournie par la communauté internationale, une situation qui est devenue plus critique encore avec la hausse des prix alimentaires, ajoute le rapport.

Le taux de pauvreté extrême s'élevait à 40 pour cent à Gaza et à 19 pour cent sur la Rive occidentale, en progrès par rapport aux niveaux de novembre 2006, tout en restant à une hauteur alarmante. Selon le rapport, cette réduction était essentiellement due à la reprise du paiement des salaires aux fonctionnaires par l'Autorité palestinienne qui avait recouvré le soutien financier de la communauté internationale.

Ce rapport a été préparé pour la Conférence internationale du Travail de l'OIT qui ouvre sa session annuelle ici le 28 mai. Les enseignements de ce rapport sont basés sur les missions envoyées dans les territoires arabes occupés, en Israël et en République arabe syrienne, un peu plus tôt dans l'année, pour évaluer la situation des travailleurs dans les territoires occupés, en Cisjordanie, à Gaza et dans le Golan. Une mission de l'OIT a également consulté l'Organisation Arabe du Travail (OAT) et la Ligue des Etats arabes au Caire.

Le rapport évoque les préoccupations de la mission de l'OIT sur le danger que représente le fossé croissant entre les pourparlers de paix – qui ont pris un nouvel élan après la Conférence d'Annapolis de novembre 2007 – et la chronique des «faits sur le terrain»: bouclages, incursions militaires, postes de contrôle, système des permis, une patience sans fin requise pour franchir la barrière de séparation, poursuite des constructions à l'intérieur des colonies, routes «réservées aux colons», y compris la séparation de Jérusalem-Est du territoire palestinien.

«Avec les ravages de l'action militaire et le réseau serré des restrictions de mouvement, nul doute que les difficultés socio-économiques montent dans les territoires occupés», affirme le rapport, ajoutant: «opposer les revendications 'la sécurité d'abord, la paix ensuite' à 'la paix comme préalable à la sécurité' mène à une impasse».

Selon le rapport, la crise de l'emploi qui s'étend est compliquée par le rejet systématique du droit fondamental des travailleurs arabes à l'égalité d'accès et de traitement dans l'emploi et la profession. Le rapport précise aussi que les institutions représentant librement et démocratiquement des employeurs et des travailleurs sont entravées dans leur droit à s'organiser, ce qui débouche sur des difficultés considérables dans l'exercice de leurs fonctions élémentaires.

En réponse à ces défis, et parallèlement aux négociations politiques qui se poursuivent, l'OIT va continuer à soutenir les politiques et les programmes d'emploi et de travail décent dans les territoires occupés. Ces derniers mois, l'OIT a accompli de grandes avancées pour revitaliser ses activités de coopération technique et développer un nouveau programme d'assistance, qui a pour but de combiner des initiatives de création d'emplois à court terme avec des objectifs de capacité de développement à plus long terme.

L'OIT demeure engagée à contribuer, dans le cadre de son mandat, à une résolution juste et durable du conflit avec la ferme conviction que le travail décent pour tous, dans les Territoires occupés comme en Israël, est une composante fondamentale de la paix.

---

**Note 1** – *La situation des travailleurs dans les territoires arabes occupés*, Annexe au Rapport du Directeur général pour la Conférence internationale du Travail, 97e session, Bureau international du Travail, Genève, 2008.